

**UNITED NATIONS**  
United Nations Regional Office  
for Central Africa



**UNOCA**

**NATIONS UNIES**  
Bureau régional des Nations Unies  
pour l'Afrique centrale

## **VI<sup>e</sup> Session extraordinaire des Chefs d'Etats et de Gouvernements de la CEEAC sur la situation humanitaire en Afrique Centrale**

### **ALLOCUTION DE M. ABDOU ABARRY**

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef du  
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA)

**Sipopo, Guinée Equatoriale,**

**Le 7 février 2024**

- Son Excellence Monsieur **Teodoro Obiang Nguema Mbasogo**, Président de la République de Guinée Equatoriale, Président en exercice de la Conférence des Chefs de l'Etat et de Gouvernement de la CEEAC,
  - Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;
  - Mesdames les Premières Dames ;
  - Mesdames et Messieurs les Ministres ;
  - Monsieur le Président de la Commission de la CEEAC ;
  - Mesdames et Messieurs les membres des missions diplomatiques ;
  - Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations régionales et internationales ;
  - Mesdames et messieurs, distingués invités :
1. Je voudrais, à l'entame de mon propos, exprimer ma profonde gratitude aux autorités de la Guinée Equatoriale, pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse dont nous avons été l'objet, depuis notre arrivée dans cette magnifique ville de Malabo.

**Excellence Monsieur le Président,**

2. Votre **VI<sup>e</sup> Session Extraordinaire** consacrée à la situation humanitaire en Afrique centrale, se tient à un moment où le monde est confronté à de nombreux défis ; défis de sécurité avec des crises et des conflits qu'exacerbent les effets du changement climatique, mais aussi un réel recul du multilatéralisme, principe pourtant inscrit au cœur même de la Charte des Nations Unies.
3. Il n'y a donc pas de moment plus opportun que celui-là pour la tenue de ce sommet, après l'adoption en septembre dernier du Pacte pour l'Avenir, car l'Afrique centrale, malgré par ailleurs ses importantes potentialités, reste hélas confrontée aux défis que j'évoquais tantôt, notamment ceux d'une situation humanitaire des plus préoccupantes.
4. Comme vous le savez, **Monsieur António Guterres**, Secrétaire général des Nations Unies, qui m'a chargé de le représenter à vos importantes assises, suit avec une grande attention la situation humanitaire dans votre région. Il salue votre engagement à travers la tenue de ce présent Sommet, à jeter les bases d'une réponse régionale coordonnée et adaptée à la région, **face aux défis de la crise humanitaire.**

**Excellence Monsieur le Président,  
Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

5. On estime que près de **35 millions de personnes** auront besoin d'une assistance humanitaire et de protection en Afrique centrale en 2025. Parmi elles, **plus de 11,2 millions** sont actuellement déplacées, dont **8,3 millions de déplacés internes** et **2,6 millions de réfugiés** et demandeurs d'asile. Ces chiffres qui doivent nous interpeller, sont le reflet d'une réalité complexe où la conjugaison de plusieurs facteurs amplifie la crise. Il s'agit notamment des conflits armés prolongés souvent accompagnés de graves violations des droits de l'enfant dans plusieurs pays de la région, des violences intercommunautaires, des conséquences du dérèglement climatique ou encore de l'instabilité politique. Les souffrances humaines massives qui en sont les conséquences, ne sauraient être, ni ignorées, ni tolérées.
6. Cette situation est souvent complexifiée par des conditions économiques précaires, qui entraînent des déplacements forcés massifs, fragilisant des millions de vies. Une action collective s'impose pour réduire cette souffrance, protéger les droits et redonner dignité et espoir aux populations piégées par cette spirale de vulnérabilité. Parallèlement, elle crée un terreau favorable à l'enrôlement des jeunes dans des groupes armés, privant une génération entière de perspectives. **Confrontés à l'incertitude et à l'insécurité, les jeunes et les enfants** voient leurs espoirs et leurs rêves s'évanouir, tandis que leur accès à l'éducation et à la formation est compromis par la persistance des conflits.
7. Les conflits armés **continuent de déchirer nos sociétés**, fragilisant les fondements mêmes de notre cohésion et de notre humanité partagée. Dans l'Est de la **République Démocratique du Congo** en particulier, les violences incessantes ont non seulement coûté la vie à des millions de personnes, mais ont également forcé des milliers de familles à fuir, en majorité des femmes et des enfants particulièrement vulnérables aux violations graves de leurs droits fondamentaux.
8. À ce jour, le **Bureau de la coordination des affaires humanitaires** (OCHA) estime que plus de **21 millions** de personnes, dont la moitié sont des enfants, à travers la RDC, ont un besoin urgent d'assistance, tandis que près de **1 million de réfugiés** ont cherché refuge dans les pays voisins. La persistance des hostilités, en particulier au **Nord et au Sud-Kivu**, engendre des souffrances incommensurables, forçant les civils à des déplacements successifs pour échapper aux affrontements, aux bombardements et à une recrudescence alarmante des violences basées sur le genre. Cette crise est d'autant plus préoccupante qu'elle est aggravée par des restrictions d'accès humanitaire dans un contexte où les infrastructures médicales

submergées et par la destruction des camps des réfugiés, laissant des populations entières sans protection ni ressources essentielles.

9. Face à cette situation dramatique, il est impératif que le droit international humanitaire et les droits de l'homme soient pleinement respectés et que l'accès aux populations vulnérables, **en particulier les femmes et les enfants**, soit garanti sans entrave aucune.
10. C'est pourquoi l'heure doit être à la mobilisation collective pour répondre à cette urgence avec détermination et engagement.
11. **Au Cameroun**, les régions du **Nord-Ouest et du Sud-Ouest** ainsi que celles du Nord et de l'extrême Nord connaissent des tensions profondes, freinant l'accès à l'éducation et aux services sociaux de base, tout en minant les espoirs d'une population déjà éprouvée. Dans ce contexte, **3,3 millions** de personnes, **dont 1,8 million d'enfants**, ont un besoin urgent d'assistance. Les actes de violence perpétrés par les groupes armés, contrarient les efforts du gouvernement dans la mise en œuvre du **Programme de Réhabilitation et de Développement des régions en crise**.
12. De même, dans le **bassin du Lac Tchad**, **21,3 millions** de personnes ont actuellement un besoin urgent d'assistance. Les populations vivent sous la menace constante des groupes armés terroristes, dont Boko Haram, transformant ces territoires, jadis riches et dynamiques, en zones de grande insécurité. La survie y est un défi quotidien, marqué par des violences implacables qui ont contraint **3 millions de personnes** à fuir, alimentant ainsi une crise de déplacement massive dans la région.
13. Dans ces contextes de crise, les Nations Unies constatent une augmentation alarmante des violations graves contre les enfants, notamment leur enlèvement à des fins de recrutement et d'exploitation par des groupes armés. Cette situation exacerbe le sentiment d'abandon et de vulnérabilité au sein des populations affectées, renforçant ainsi le cycle de violence et d'instabilité.
14. Les changements climatiques agissent comme un multiplicateur de risques, exacerbant les crises existantes en Afrique centrale. C'est ainsi que dans le **bassin du Lac Tchad**, la réduction de la superficie du lac et donc la diminution des ressources en eau, alimentent les tensions communautaires, contraignant des milliers de personnes à migrer en quête d'eau de pâturage et de conditions de vie décentes. **En 2024**, des inondations dévastatrices ont frappé plusieurs pays de la

sous-région, notamment **l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Congo, la République Centrafricaine**, ainsi que le **Tchad et la République Démocratique du Congo**.

Ces catastrophes ont entraîné la destruction de plusieurs maisons et autres infrastructures, aggravant une situation déjà précaire et plongeant des communautés entières dans un cycle de souffrance et de vulnérabilité, où les efforts de reconstruction sont freinés par des conditions de mobilisation de ressources devenues de plus en plus difficiles.

15. À ces crises s'ajoutent des défis sanitaires graves, dont **les épidémies comme le Mpx** et le choléra qui se sont propagés dans des systèmes de santé déjà fragilisés, exacerbant davantage la vulnérabilité des populations et mettant en péril les progrès réalisés en matière d'accès des populations aux soins de santé.
16. Sur un tout autre plan, **les conflits en Libye et au Soudan** entraînent des répercussions directes sur la situation humanitaire dans la région, notamment au **Tchad** et en **République centrafricaine (RCA)**. D'après le **Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)**, le Tchad accueille déjà près de **1,3 million de réfugiés**, principalement des personnes fuyant les **violences au Soudan**. De son côté, la RCA a enregistré l'arrivée de plus de **31 700 réfugiés** en provenance du Soudan depuis le début du conflit en **avril 2023**. Ces afflux massifs exercent une pression considérable sur les capacités d'accueil et les ressources des pays hôtes, qui doivent déjà faire face à de nombreux autres défis humanitaires et socio-économiques.
17. Face à ce tableau préoccupant, l'exigence de solidarité est devenue un impératif catégorique, de même que la nécessité de mettre en commun les moyens pour y faire face, car aucun pays ne saurait relever à lui tout seul ces défis.
18. C'est pourquoi nous saluons l'engagement de la **CEEAC**, pris lors du **Forum Mondial sur les Réfugiés en décembre 2023**, visant à l'adoption d'une politique régionale d'asile. Cette initiative constitue une avancée majeure pour renforcer la protection des personnes en situation de déplacement forcé et promouvoir une approche régionale harmonisée et solidaire en matière d'accueil et de gestion des réfugiés.
19. Par ailleurs, il est souhaitable que la **CEEAC** joue un rôle actif dans l'opérationnalisation de la Plateforme d'appui aux solutions durables pour les réfugiés centrafricains, issue de la **Conférence de Yaoundé de février 2022**. Cette initiative est cruciale pour garantir des solutions pérennes aux nombreux réfugiés centrafricains présents dans la région.

Le soutien de la CEEAC à ce processus enverrait un signal fort en faveur d'une réponse coordonnée et durable aux défis de la protection et de l'intégration des réfugiés.

**Excellence Monsieur le Président,  
Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

20. On ne le dira jamais assez, l'objectif de « **Faire taire les armes en Afrique** » doit être poursuivi. Mettre un terme aux conflits est la seule voie permettant à l'Afrique, et en particulier à l'Afrique centrale, d'établir **les conditions indispensables à la paix, à la stabilité et au développement durable**. Seule une Afrique pacifiée pourra pleinement exploiter son potentiel et offrir un avenir prospère à ses populations.

21. Les populations affectées par les conflits ne peuvent plus attendre ! les **femmes**, les **enfants**, les **personnes âgées**, les **personnes en situation de handicap** et les **déplacés internes** ont un besoin urgent de solutions concrètes et immédiates.

**Le moment d'agir, c'est maintenant !**

22. Les **Nations Unies**, à travers leurs agences, fonds et programmes, réaffirment par ma voix, leur engagement indéfectible à vous accompagner et à soutenir vos efforts dans la mise en œuvre des conclusions et recommandations de votre sommet. **Dans cet esprit, l'UNOCA** s'est activement investi dans la facilitation des réunions avec les principaux acteurs humanitaires de la sous-région, en partenariat étroit avec la Commission de la CEEAC.

23. Je voudrais saluer ici la **contribution inestimable des acteurs humanitaires** à l'organisation de ce Sommet Extraordinaire et me **féliciter de leur vif intérêt à soutenir les conclusions** qui en émaneront, en vue de renforcer les réponses collectives aux **défis humanitaires auxquels la sous-région est confrontée**.

**Excellence, Monsieur le Président,**

24. Il est impératif que la souffrance humaine occupe la place qui doit lui revenir à l'agenda des grandes rencontres internationales. **L'heure est aux décisions audacieuses et aux actions concrètes**. À cet égard, nous nous réjouissons de la prochaine mise en œuvre des axes de la politique humanitaire de la CEEAC, dont l'objectif est de répondre efficacement aux urgences humanitaires, tout en renforçant la résilience de la communauté face aux défis à venir. **Dans cette même dynamique, une mobilisation** accrue des ressources financières et techniques est essentielle pour faire face à l'aggravation des crises climatiques et humanitaires,

en garantissant non seulement une réponse immédiate, mais aussi des solutions durables.

25. Les **Nations Unies** se joignent à vous pour refonder un multilatéralisme qui se nourrit de solidarité et qui place l'homme au centre de ses préoccupations et de ses stratégies. C'est de cette manière et de cette manière seulement que nous pourrons **bâtir ce monde de paix, de stabilité et de prospérité** auquel nous aspirons tous.

**Excellence Monsieur le Président,  
Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

26. **Pour conclure**, je tiens, au nom du **Secrétaire General**, à saluer votre leadership exemplaire et votre engagement sans faille pour faire de ce Sommet un tournant décisif. Les **Nations Unies**, avec toute leur expertise et leurs ressources, continueront de se tenir à vos côtés, prêtes à transformer ces défis en opportunités. Ensemble, nous avons la possibilité de **bâtir une Afrique centrale résiliente**, pacifique et prospère, où la promotion de la **dignité humaine et de la solidarité sera une réalité**.

27. Je vous remercie de votre aimable attention.